

Villes et conflits infra-étatiques

Par Jean-Luc Marret
Chercheur à la fondation pour la recherche Stratégique,
Jl.marret@frstrategie.org

Les guerres infra-étatiques sont profondément liées et de plusieurs façons à la ville, concentration de richesses, lieu organisé et bidonville, mélange de secteur informel et d'activités légales¹, de marginalité et d'intégration – villes licite et illicite. La forêt ou des régions montagneuses peuvent certes utilement servir de bases permanentes ou de départ d'axes de conquête. Ainsi, le R.U.F. a entrepris sa conquête du Sierra Leone depuis un chaîne de montagnes et la forêt libériennes à partir de mars 1991 (monts Bea au sud et le parc national de Lofa Mano). La forêt peut même être utilisée comme un symbole de mobilisation et d'organisation. Le R.U.F. a ainsi produit un système social enclavé², voire « sectaire » dans la profondeur de la forêt orientale sierra leonaise (le « Rufland »).

Il y a le poids des chiffres qui fait d'abord des villes un horizon indépassable : Leur nombre dans les pays en voie de développement augmente à un rythme élevé. Entre 1990 et 2025, environ 90% de la croissance urbaine mondiale aura lieu hors de l'hémisphère nord³. Chaque jour, la population urbaine des pays du sud augmente de 150 000 personnes⁴. En

¹ Sur l'économie informelle des villes, voir A.Portés, M.Castells & L.A.Benton, *The Informal economy : Studies in Advanced and Less Developed Countries*, Baltimore, J.Hopkins University Press, 1989.

² M.Douglas, "The social preconditions of radical scepticism", dans J.Law (dir.), *Power action and Belief : a new sociology of knowledge*, Londres, Routledge, 1986.

³ United Nations Population Division, *World Urbanization Prospects : the 1994 Revision*, N.Y., U.N., 1995, pp.86-1010.

⁴ World Resources Institute, *World Resources 1996-1997 : A Guide to the global Environment*, Washington DC, 1996, *passim*.

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

2025, elle atteindra les 4,5 milliards d'habitants⁵. D'un point de vue démographique, tout conflit infra-étatique ayant pour finalité la conquête du pouvoir et/ou l'exploitation économique d'une zone géographique doit et devra tenir compte de cette réalité. C'est d'autant plus vrai que si des villes comme Séoul sont largement structurées et délimitées, de nombreuses villes du sud se développent à leur périphérie avec difficultés sous le poids conjugué de la croissance démographique, de l'exode rural et le cas échéant, de la fuite des populations civiles hors des zones de combat⁶. En Turquie par exemple, ce type de quartiers autour d'Istanbul est désigné par l'expression *gecekondus*, ce qui signifie « Construit pendant la nuit ».

La ville ressource

Bien que la symbolique sociale de la ville varie d'une culture à l'autre, il semble qu'elle soit le plus souvent considérée comme un « refuge », un lieu d'accumulation de richesses fantasmatique qui n'a d'ailleurs souvent pas les moyens que son rôle supposé exigerait. 30 % des populations urbaines africaines n'ont ainsi pas accès à la distribution

⁵ Cité par P.Gizemski & T.Homer-Dixon, « Urban growth and violence : Will the future Resemble the Past ? », papier occasionnel, Project on Environment, Population and Security, Peace and Conflict Studies, Université de Toronto, juin 1995 (utl1.library.utoronto.ca/www/pcs/eps/urban/urban/1.Htm).

⁶ La thématique des problèmes de l'urbanisation des pays en voie de développement a fait l'objet d'une abondante littérature. Citons par exemple : A.Gilbert, *Cities, Poverty and Development : Urbanization in the third World*, Oxford University Press, 2e édition, 1992 ; J.Gugler, *Cities in the Developing World : Issues, Theories and Policy*, Oxford University Press, 1997, p.1 et suiv. ; J.Gugler, *The Urban Transformation of the Developing World : Regional Trajectories*, Oxford University Press, 1996 ; J.D.Kasarda, A.M.Parnell (dir.), *Third World Cities : Problems, Politics and Prospects (Sage Focus Editions, vol.n.°148)*, Sage editions, 1992 ou R.E.Stren, R.R.White (dir.), *African Cities in Crisis : Managing Rapid Urban Growth (African Modernization and Development Series)*, Westview Press, janvier 1999, etc.

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005
municipale d'eau⁷. Divers éléments peuvent expliquer l'attractivité fantasmagorique ou réelle des villes :

La ville est un espace social construit, un lieu supposé de concentration de biens publics collectifs (eau, électricité, services sociaux, etc.) ou de nourriture. Même embryonnaires, même quasi-inexistants, ces biens peuvent attirer potentiellement des populations civiles démunies et souvent rurales⁸. Ce mouvement général est accentué par le conflit. Les populations rurales fuient au fur et à mesure de la progression des belligérants, surtout si ceux-ci ont la réputation d'exercer des violences sur les populations civiles. La ville possède des infrastructures de transport (aéroport ou port) qui peuvent être pris en compte par les populations dans leur stratégie de fuite (vers l'étranger) et qui sont autant d'objectifs stratégiques pour l'entrepreneur politique qui entend exploiter l'économie formelle ou informelle de son pays.

Cette attractivité est probablement à lier à la diffusion transnationale du modèle occidental de la ville. Plus ou moins confusément, schématiquement, la ville en général est associée aux standards occidentaux en la matière par le biais des représentations culturelles que le Nord exporte (films en particulier). C'est d'autant plus vrai que l'espace du conflit (le choix de la capitale, la géographie des noms, les structures routières) a parfois été lui-même symboliquement façonné par le colonisateur occidental. Les populations civiles cherchent ainsi refuge dans une ville qui n'existe pas.

Il est un autre élément, beaucoup plus important, à ajouter : dans une configuration où les ressources sont rares, l'attrait des villes - en particulier de la capitale - pour les belligérants est grand (cet attrait existe d'ailleurs aussi pour les journalistes qui ont ici davantage les moyens logistiques de faire leur travail que dans d'autres lieux « moins confortables » -

⁷ N.Devas & C.Rakodi, « The Urban Challenge », in D.Devas & C.Rakodi (dir.), *Managing Fast-growing Cities*, New York, J.Wiley & Sons, 1993, p.6.

⁸ Sur cette question, concernant l'Afrique, voir J.D.Tarver (dir.), *Urbanization in Africa*, Westport, Greenwood Press, 1994.

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

syndrome du « journalisme de bar d'hôtel »). La ville est une cible matériellement tentante. Elle a en effet en général des attraits pour tout belligérant en tant que lieu d'accumulation et de concentration de richesses. Elle est un lieu de rassemblement des populations (qu'il est possible de racketter et d'« épurer ») et de biens durables ou non durables (la logistique de la faction maîtresse des lieux peut ainsi être assurée). Les villes sont parfois volontairement utilisées par un des belligérants comme lieu de concentration des populations civiles à des fins de contrôle. Quand la politique de la terre brûlée est appliquée dans les campagnes, les villes accueillent des populations déracinées chez qui on peut essayer de provoquer des réactions de dépendance et de soumission à l'égard de forces armées présentées comme défendant leur existence et leurs intérêts. Loin de ses bases de production, ces populations –souvent paysannes - sont dépendantes aux plans alimentaire, idéologique et émotionnel. Elles voient disparaître leur univers habituel, leurs valeurs des modes de vie paysans⁹.

La ville est encore un lieu de symbolisation et d'exercice du pouvoir étatique ou religieux. Conquérir une ville, une capitale, octroierait ainsi au vainqueur une sorte de légitimation institutionnelle et protocolaire arrachée par la force. L.D.Kabila, une fois maître de la capitale du Congo –Kinshasa, a ainsi dénié toute représentativité à ses opposants à l'occasion des négociations de paix¹⁰ : ses troupes dans la capitale nationale contribuaient à lui donner des éléments de fonction de chef d'Etat, il ne se trouvait plus dès lors au même plan que ses infortunés concurrents. Le poids symbolique de la capitale a indéniablement divers effets – entre symbolique et fantasme - en raison de « l'inévitable surpolitisation » de

⁹ Dans le cas du Guatemala, J.Garcia-Ruiz a parfaitement démontré cette dimension, la modification des systèmes de représentation, la déconstruction-reconstruction des cadres idéologiques et l'influence de la guerre infra-étatiques sur les structures politiques d'un pays (-, « Un essai de contrôle des consciences dans un contexte de guerre civile » dans F.Chazel (dir.), *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, P.U.F., sociologies, 1993, pp.125-142.

¹⁰ Entretien avec F.Gaulme, 13 février 2001.

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

ce qui s'y passe¹¹. Elle sera ainsi le plus souvent un des objectifs des belligérants en raison du calcul suivant, exprimé schématiquement :

Contrôle total ou partiel de la capitale = contrôle des infrastructures étatiques =
légalité = reconnaissance internationale et reconnaissance interne.

Les structures étatiques, même d'un Etat défaillant, peu assuré de lui-même ou fragile concernent de nombreux domaines vitaux pour l'organisation d'une société :

- Des administrations centrales qui dirigent les administrations périphériques dans tous les domaines,
- Des quartiers généraux militaires ou des services de renseignement, leurs moyens, leurs locaux ;
- Le contrôle de la représentation diplomatique à l'étranger,
- La fabrication de la monnaie nationale qui assure le prestige et qui permet de payer les fonctionnaires (cette dimension symbolique de la monnaie est d'ailleurs primordiale : quand en octobre 1994, une faction afghane tente de faire circuler un nouveau billet de 5 000 afghanis, une autre faction refuse de l'utiliser¹²).

Il ne faut pas mésestimer non plus l'importance politique des médias nationaux qui se trouvent souvent dans la capitale : la radio, certes, mais les organisations politiques violentes ont de plus en plus leur propre moyen de diffusion, la télévision et les sites de fabrication des

¹¹ D.Tartakowsky, « La province sans Paris ou la province contre Paris », in P.Favre (dir.), *op.cit.*, p.160.

¹² Source G.Dorronsoro.

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

journaux. La présence des médias internationaux semble enfin en général plutôt concentrée dans les capitales où les journalistes peuvent à la fois trouver une sécurité avec la proximité des ambassades ou représentations diplomatiques dont ils dépendent, une logistique de communication peut-être facilitée (émetteurs ou capteurs satellitaires, électricité, etc.) et aussi un confort approchant tant bien que mal les standards occidentaux.

Exemple des enjeux du contrôle de l'espace urbain d'une capitale, entre avril 1992 et l'arrivée des Taleban en septembre 1996, Kaboul est ainsi devenu « le principal enjeu militaire et politique du conflit »¹³. Dans le contexte d'une mutinerie, les principales organisations politiques afghanes tentent de s'approprier la ville, y compris en élaborant des alliances avec des composantes des administrations étatiques déliquescents (polices, services secrets). Une alliance de trois partis se partage ainsi victorieusement Kaboul : le Hezb-i-wahdati¹⁴ d'Abdoul Ali Mazari, le Djamiat d'Ahmad Shah Massoud, et le Djoumbesh de Rashid Dostam jusqu'à l'apparition des Taleban en 1994.

La possession de l'aéroport (ou du port) va encore dans ce sens de la légitimation. Le plus souvent situé près de la capitale, lien organique avec le monde, il contribue lui aussi à légitimer celui qui le possède. Il facilite d'abord le transport des troupes et accroît d'autant leur mobilité, ce qui peut avoir des conséquences militaires décisives. Dans des contextes de guerres infra-étatiques où les organisations politiques violentes n'ont que rarement une composante aérienne, la maîtrise d'un aéroport – et spécialement celui de la capitale – donne ainsi un surcroît de puissance. Mais, par delà cette supériorité militaire ou logistique, l'aviation et l'aéroport légitiment celui qui les possède parce qu'ils sont le symbole de l'Etat, d'une armée structurée, « riche » et suffisamment maîtresse de son territoire pour organiser des structures permanentes de transport. L'aéroport et le port sont enfin les

¹³ G.Dorronsoro, article à paraître sur « Kaboul en guerre (1992-1996) : Etat, ethnicité et conflit social ».

¹⁴ Le Hezb-i-wahdat, créé en 1990, est un regroupement de différents partis chiites de l'ethnie afghane des Hazaras.

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

instruments par excellence de l'exportation ou de l'importation de toutes les matières premières, marchandises licites ou illicites, ou armements possibles.

Une ville envahie peut connaître des sorts variables en fonction des acteurs qui y combattent et des enjeux qui lui sont liés. Tous les cas de figure d'affrontement existent : Une armée étatique ou non peut en affronter une autre (ex : la deuxième bataille de Brazzaville en 1997). Une armée étatique ou non peut agir contre une population organisée (ex : l'armée allemande contre les Parisiens au moment de la libération de Paris). Une armée étatique ou non peut intervenir contre une population civile inorganisée - en particulier dans le cas de l'occupation de cette ville. En janvier 1999, le R.U.F. occupa ainsi Freetown et s'en prit aux habitants de la ville d'une façon très organisée et intense (3 000 morts, 5 000 blessés, des milliers de jeunes filles ou de femmes violées, plus d'une centaine de personnes amputées)¹⁵. Des témoignages affirment que des unités du R.U.F. avait été formées pour accomplir des violences particulières en général ciblés ou en tous les cas motivées, ce qui indique une préparation méticuleuse : des unités pour brûler les maisons (« *burn house units* ») ou pour couper les mains (« *cut hands units* »), spécialisées dans les amputations et les lacérations¹⁶.

Si elle symbolise ou héberge les adversaires de l'organisation politique violente qui l'envahit, si elle focalise des mois de rancœur et de souffrance accumulée dans les combats sur le reste du territoire, la ville peut être l'objet d'une mise à sac réglée. Son sort varie en

¹⁵ Source UNHCR.

¹⁶ De nombreux témoignages existent sur les exactions du R.U.F. dans Freetown. Citons par exemple Mohammed Bah, 51 ans : « Les rebelles amputèrent ma jambe gauche quand ils firent retraite à la fin janvier. J'étais dans ma maison avec ma famille quand ils nous assiégèrent. Ils demandaient de l'argent, tout l'argent que j'avais. Alors ils dirent : « Maintenant que nous prenons l'argent, nous prenons vos biens. Et nous devons vous couper les mains. A cet instant, ma famille s'était réfugiée dans les toilettes hors de la maison. Je leur criais : « Je vous en supplie, ne faites pas ça ! ». Mais ils dirent : « Non, nous allons te faire cela pour donner un message au Président ». « Je ne suis pas un politicien. Il n'y a pas de politicien dans ma famille. Je suis juste un homme ordinaire. Pourquoi allez-vous me couper les mains ? ». Ils ont dit qu'ils s'en fichaient. Ils devaient prendre mes mains et je devais prendre celles du Président. Je dis encore : « Le Président est innocent. Il n'a rien fait de mal ». « On s'en fiche ». Tout ce qu'ils voulaient, c'était prendre mes mains... Ils me forcèrent à m'agenouiller et »..., etc. (*Radio Netherlands*, Wereldomroep, 28 janvier 2000).

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

outré « en fonction du rôle qu'elle a pu jouer durant la guerre »¹⁷. Elle peut être une sorte de récompense des combattants victorieux sur laquelle leur chef leur laisse une certaine liberté de prédation temporaire. En ce cas il est à craindre une mise à sac (pillages, viols, exécutions massives) : bref, une prédation vengeresse et/ou de court terme, compulsive et brutale. Lors de la prise de Brazzaville en 1997, les soldats angolais et les milices Cobras ont saccagé les appartements personnels réservés au président vaincu du Congo et, sous l'œil des caméras, braquèrent leurs armes sur la photo du président. Des témoignages directs indiquent d'ailleurs que les chefs militaires ont autorisé la troupe à piller pendant quelques jours les quartiers encore épargnés. L'intensité de ces exactions est d'ailleurs d'autant plus importante que les liens hiérarchiques ou d'allégeance du sommet à la base de l'organisation politique violente sont distendus¹⁸.

Les acteurs et la géographie du combat dans la ville en guerre

Une guerre urbaine est un univers complexe et nébuleux où co-existe plusieurs mondes et où coopèrent ou s'affrontent plusieurs acteurs avec des attitudes et des capacités variables durant la crise - un processus d'interactions généralisé¹⁹. L'opposition populations civiles / belligérants est celle qui vient d'abord à l'esprit. Une analyse superficielle considérerait que les civils ont seulement une stratégie de fuite des combats, c'est-à-dire de survie, et/ou de préservation de leurs biens au gré des combats qu'ils observent, des informations médiatiques qu'ils reçoivent d'un des camps ou des balles qui sifflent au-dessus d'eux. C'est ainsi qu'en 1992, en raison de l'ampleur des violences, Kaboul se vida de

¹⁷ C.Esmein, « Ville et conflits armés », *L'Armement*, n.°40, décembre 1994, p.123.

¹⁸ Voir F.Weissman sur le cas précis du Liberia : « Liberia : Derrière le chaos, crises et interventions internationales », *R.I.S.*, n.°23, automne 1996, p.82 et suiv.

¹⁹ G.J.Ashworth, dans un très remarquable ouvrage, a montré cette relation entre la guerre comme activité et les villes, en particulier dans leur dimension spatiale (-, *War and the City*, Londres, Routledge, 1991).

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

500000 personnes sur un total de 1,2 million. Or, dans de nombreux conflits urbains, hors les quartiers où se déroulent les combats, la vie économique continue, les gens travaillent, vivent et consomment ce qui peut être consommé (exemple : Brazzaville en 1997 ou Bucarest au moment des combats pour la chute de Ceausescu). Entre la zone de combat la plus intense et les zones urbaines qui continuent le cas échéant de fonctionner d'une façon pacifique, il y a toute une échelle d'intensité de la violence et par conséquent une géographie urbaine de la guerre, un découpage de la ville itinérant au gré de l'évolution des hostilités :

Les *zones de combat* d'abord, plus ou moins concentrées et limitées, en général axées sur la domination des bâtiments publics, lieux de pouvoir et d'information, base d'une direction politique et administrative à venir. Ces zones changent peu à peu au gré du sort des armes et/ou des stratégies des acteurs, ainsi que de leurs possibilités du moment (sont-ils ou non approvisionnés en munitions ou en nourriture et eau ? Sont-ils ou non fatigués ?). Elles peuvent malheureusement s'étendre à une ville entière. Elles sont par excellence les lieux où prédominent les combattants – les civils y sont plutôt « inexistantes » (fuite) ou cachés (survie). L'intensité des combats y est potentiellement maximale, il y a un affrontement entre deux ou plusieurs organisations politiques qui tentent de faire prévaloir leur domination dans des rues en guerre.

Les *zones intermédiaires* entre la ville en paix et les espaces traversés par des combats, zones de « dépressurisation sociale » où se côtoient les civils en fuite, les combattants qui vont au combat et ceux – blessés – qui peuvent en partir, les secours, la logistique militaire de soutien - entre *check-points*, postes de contrôle et couvre-feu. Les journalistes y tentent bon gré mal gré de faire leur métier et d'accéder aux zones de combats pour « faire savoir » le conflit :

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

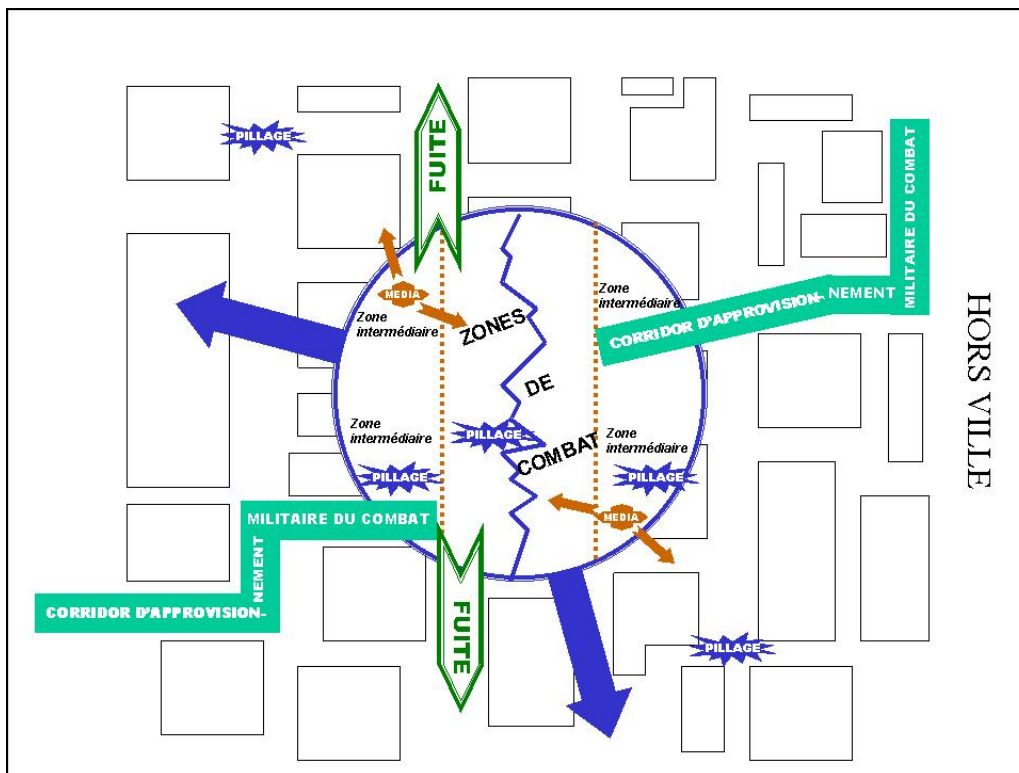
« Si proche du but, le théâtre des opérations semblait se situer à des années-lumières des envoyés spéciaux de la presse sénégalaise montés au front. Notre baptême du feu a eu lieu dès notre arrivée sur la base navale de Bissau, la Marinette. Car aux déflagrations des engins de mort des mutins, répliquaient celles de la FOREX plus nourries et compactes. Et le face à face épique de la prise de la poudrière de Bra, nous l'avons vécu en prise directe, sans casque, ni gilet pare-éclats ; étonnement nus dans ce genre de banquet. C'est pourquoi les coudes et genoux ont été sérieusement malmenés par la Position de Protection Instructive (PPI) qui consiste à se planquer dès qu'on perçoit le sifflement d'une roquette, comme disent les militaires pour faire snob »²⁰.

Dans cette zone intermédiaire entre la violence et la paix, l'imprévisibilité règne. Dans une situation de désordre, encline à ce que Jaurès appelle le « hasard des inspirations individuelles »²¹, certains civils peuvent commettre des actes violents socialement motivés (par exemple exécution ou lynchage d'individus symbolisant la fraction adverse ou une domination socio-économique quelconque). Ils peuvent encore se lancer dans des actions de pillage en se mêlant à la nébuleuse des combattants, voire en s'associant à eux le temps d'un « pacte » immédiat et informel de pillage, d'une micro-mobilisation criminelle d'appropriation. Le schéma suivant illustre d'une façon simplifiée ce marquage itinérant de la ville par le conflit²² :

²⁰ *Le Soleil en Ligne*, journal sénégalais, téléchargé le 14 04 2001. Voir infra, pour l'analyse de la bataille de Bissau.

²¹ J.Jaurès, *l'Humanité*, 20 janvier 1907.

²² N.B. : Ce schéma est construit sur la base de nos entretiens. La disposition des éléments a été faite de manière intuitive et en dehors de toute quantification. Il ne s'agit par conséquent que d'une illustration graphique destinée à rendre plus claire notre propos.



(© J.L.Marret, 2001).

Bien qu'il puisse y avoir un basculement d'une action collective à une autre, ce type d'activité se distingue bien sûr d'une manifestation plus classique qui utilise l'espace urbain comme un « simple lieu de passage du cortège manifestant »²³. La manifestation, action ordonnée, très visible et organisée se prête peu à des périodes de conflit militaire exacerbé. Elle exige au contraire une forme d'ordre qui se retrouve dans l'existence d'un service d'ordre et le plus souvent, d'un point de vue légal, dans l'autorisation préalable des institutions publiques. Or, dans le cas de figure qui nous intéresse, l'Etat – ou ce qui en reste - ne saurait donner une autorisation quelconque dans la mesure où il a autre chose à faire –lutter pour sa survie contre des opposants qui peuvent le combattre jusque dans sa capitale. Une guerre urbaine,

²³ P.Favre (dir.), *La manifestation*, Paris, P.F.N.S.P., 1990, p.15.

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005
spécialement dans une capitale, implique d'ailleurs l'application d'un couvre-feu qui supprime par avance toute possibilité de manifestation.

Le recours au pillage ou à la violence s'apparente plutôt à l'émeute qui utilise ce même espace urbain comme un lieu de lutte. Le pillage ou la fuite, la coordination des actions individuelles a lieu spontanément ou sur une stratégie préconçue (les circonstances créent en réalité un effet d'aubaine dont certaines personnes estiment rentable de pouvoir profiter avec un minimum de préparation ou dans l'improvisation totale) : certains habitants ou les belligérants de la ville tirent profit des circonstances anoniques pour s'approprier des biens qu'ils ne possèdent pas ou agir contre des personnes avec lesquelles ils ont un différend ou qui symbolisent des rancœurs sociales²⁴. La séquence « intérêt commun – prise de conscience de l'intérêt commun – action collective » a en effet l'apparence de l'évidence. Il ne faut cependant pas considérer les circonstances immédiates comme entraînant directement des actes de pillage. Au-delà de ce contexte ponctuel, il y a des circonstances plus profondes : invoquons l'influence des oppositions d'intérêts entre les différents groupes sociaux ; les éventuelles inégalités sociales réelles et/ou perçues (exemple : en Sierra Leone, l'opposition jeunes/vieux, l'opposition de toute l'Afrique sub-saharienne du sud-ouest entre la côte souvent métissée et la forêt intérieure, etc.). Il y a encore des stratégies d'acteurs. Il arrive que ces opérations d'accaparement des ressources fassent l'objet d'une concertation tactique des combattants. Les combats s'arrêtent alors le temps que le pillage s'exerce selon des modalités définies :

²⁴ Qu'est-ce qui les pousse à agir ? si l'on raisonne en termes de coûts et de bénéfices, il faut procéder à une estimation (dangers, avantages à tirer, évaluation des biens visés, etc.). En réalité, l'individu procède rarement à une telle opération. Il répond à des motivations plus profondes ou plus spontanées : volonté d'agir, de se confronter avec les injustices sociales perçues, sentiment d'impunités, sentiment psychologique de compensation de la violence généralisée, etc.

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

« Selon les récits concordants, des Libanais qui se battaient dans les rues du centre-ville, après avoir fini de piller tous les magasins derrière eux, conclurent une trêve dans le pur style du compromis pour pouvoir mettre à sac les magasins qui se trouvaient entre leurs positions respectives. Ils se réunirent, établirent un comité bilatéral et dépêchèrent des équipes communes chargées de vider systématiquement les boutiques. Une fois l'entreprise achevée, ils reprirent le combat. Le partage du butin entre les partenaires, associés et rivaux, est demeuré la règle »²⁵.

Le pillage est enfin un moyen de transgresser, d'attaquer indirectement les contrôles qui sont supposés s'exercer sur toute société. L'infraction du pillage montre leur faiblesse du moment et annihile la légitimité de l'Etat « sans lui proposer, au moins directement, de substituer »²⁶. La libération des prisonniers, geste qui permet à l'organisation politique qui occupe la ville de libérer un surcroît de militants ou de sympathisants, est souvent encore l'occasion d'une libération des prisonniers de droit commun qui ne contribue pas à l'amélioration de la sûreté publique.

Soulignons ici au passage le rôle perturbateur, et parfois fantasmé des « provocateurs » : accentuation des tensions, *spectacularisation* des troubles à l'ordre public, pillages ou lynchages, etc²⁷.

Les belligérants dans la ville sont évidemment les acteurs les plus violents et ceux qui ont le plus d'influence pour altérer l'équilibre social urbain. Le surgissement de points de contrôle inopinés, notamment à la limite des villes, sont autant d'endroits propices à la

²⁵ A.N.Messara, «Le citoyen libanais et l'Etat. Une tradition tenace de constitutionnalisme menacé », *Le monde arabe : Maghreb Machrek*, n.°125, juillet-août-septembre 1989, pp.82-99.

²⁶ J.-D.Reynaud, *Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale*, Paris, 1993, p.250.

²⁷ G.Marx, «Thoughts on a neglected category of social movement participant : The agent provocateur and the informant», *American Journal of Sociology*, n.°80, 1974, pp.402-429.

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

prédation, à l'enrichissement de troupes pauvres, au degré variable d'organisation et où les voyageurs sont systématiquement taxés ou dépouillés. Mais la ville les marque aussi de sa propre influence : de façon directe d'abord, l'urbanisation croissante a des conséquences objectives sur le déroulement et les modalités des conflits infra-étatiques ou non : en phagocytant les axes de transport, en se répandant largement, elle réduit d'autant les possibilités d'une guerre conventionnelle de manœuvre qui tentait justement par le passé d'éviter le combat urbain. Désormais, les villes ne peuvent plus être ignorées dans le cadre d'une tactique militaire de terrain : elles sont un impondérables des guerres infra-étatiques. De leur côté, les belligérants, plus ou moins autonomes en raison de la configuration très fragmentée du terrain urbain et parfois des structures très souples de leur organisation d'appartenance, marquent le territoire et les populations avec leurs armes. Cet aspect renvoie aux possibilités matérielles des belligérants.

Les morphologies des conflits urbains

Les armées parfois dépareillées d'organisations politiques violentes peu aisées financièrement ont la plupart du temps des ressources limitées en terme de matériels et particulièrement de munitions. Cette situation est un défaut pour de nombreux théâtres de combat, elle peut être avantageuse en combat urbain, par définition de proximité et de mobilité réduites. Les armes de petit calibre sont les plus utilisées et les plus adéquates : les fusils, fusils mitrailleurs, mitrailleuses et fusils à lunette délimitent la plupart du temps l'intensité et la portée des combats. L'explosif le plus utilisé est la grenade à main ; le couteau et la machette ont souvent été employés - exemple : le R.U.F. contre les populations civiles ou au Rwanda. *A contrario*, des armées plus richement dotées - *i.e.* étatiques ?-, avec des moyens d'action de longue portée comme des blindés ou de l'artillerie lourde, sont potentiellement

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

alourdis, embarrassés par un arsenal inadéquat. Comment viser en effet des combattants éparpillés et très mobiles, se cachant dans les coins et recoins d'une ville, sans toucher les populations civiles dans lesquelles ils évoluent ? Il est toutefois vrai que les belligérants sont peu concernés par l'existence et le sort des populations civiles. De la même façon, un appui-feu en artillerie est aussi inutile en milieu urbain quand un appui aérien à faible altitude peut se voir contré efficacement par des missiles sol-air ou des roquettes. Les manœuvres sont elles aussi difficiles : les rues canalisent les mouvements des blindés, augmentant d'autant les occasions de monter des embuscades. L'armée russe connut de semblables difficultés à l'occasion des combats dans Grozny, la capitale de la Tchétchénie, à la fin de décembre 1994. Les troupes russes s'inspirèrent de leur invasion de Kaboul en décembre 1979 pour tenter de prendre Grozny. Dans les rues étroites de cette ville, les chars furent attaqués par la guérilla locale – les *boïeviki* – par derrière et par les toits et les chars non touchés furent bloqués dans leur repli ou leur progression par les véhicules en feu²⁸. Les éléments russes qui parvinrent sur la place du palais présidentiel, un des objectifs symboliques et politiques de la ville, furent isolés sans soutien d'infanterie sous le feu d'armes antichars tchéchènes. Un général russe affirma par la suite que les troupes russes avaient perdu 225 blindés – soit 10% des chars et véhicules de combat d'infanterie engagés dans cette opération²⁹. La structure urbaine de Grozny est d'ailleurs particulièrement intéressante à étudier parce qu'elle détermina grandement l'orientation des combats : cette ville possède deux types d'architecture – le centre-ville plutôt russophone est constitué d'une architecture de style soviétique (grandes avenues, bâtiments modernes et massifs, etc.) quand le reste de Grozny, plutôt tchéchène, est

²⁸ Pour une description saisissante des embuscades à Grozny, voir C.Gall & T. de Waal, *Chechnya : Calamity in the Caucasus*, N.Y., New York University Press, 1998. Des études des épaves de chars ont d'ailleurs montré que bien souvent, ils avaient fait l'objet de plusieurs tirs anti-chars en même temps. Les russes ont surtout utilisé des chars T-72 et T-80 que les Tchétchènes ont visé essentiellement là où ces chars n'avaient pas le plus efficace des blindages – les jupes latérales, l'arrière du blindé, le toit, les trappes du pilote et du chef de char, le compartiment moteur à l'arrière.

²⁹ *Raid*, "Spécial Tchétchénie", 2000, p.10.

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

d'avantage composé de maisons individuelles en bois, peu solides et très modestes. Les troupes tchéchènes décidèrent – ce qui fut une surprise – de résister dans le centre-ville au lieu de faire ce qu'il était attendu d'eux, c'est à dire aller dans les montagnes. Différentes raisons peuvent être avancées :

- L'architecture solide et bétonnée permettait une défense plus efficace. De fait, très rapidement, les combattants tchéchènes se formèrent en commandos mobiles communiquant par téléphones portables et pratiquant la guérilla urbaine avec des armes d'assaut et anti-chars légères-

- Le palais présidentiel –symbole de l'indépendance tchéchène – devait être défendu à tout prix,

- Les médias largement présents en ville pouvaient donner un retentissement à la cause tchéchène³⁰.

En novembre 1999, le colonel général M.Karatouev - un des responsables militaires russes sur le terrain- estima que le succès des troupes russes était largement influencé par leur capacité à réussir la décentralisation des choix de cibles et la dotation en batterie d'artillerie ou de mortiers de chaque compagnie de combat d'infanterie motorisée ou parachutiste³¹.

En réalité, la victoire russe à Grozny grâce à une puissance de feu écrasante et ne prenant pas en compte le sort des populations civiles a surtout montré l'intérêt et le danger que pouvait représenter des combattants éparpillés, mobiles, sans armement lourd comme les Tchétchènes face à une armée étatique fortement armée.

³⁰ Cette première bataille de Grozny s'acheva le 13 février 1995 avec le départ des derniers combattants tchéchènes.

³¹ Serguei Sokut, "The God of War is changing tactics", interview avec le colonel general Karatouev, *Nezavisimoye Voyennoye Obozreniye*, 19 novembre 1999, traduit par FBIS et téléchargé de leur site web en novembre 1999.

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

Mais cette coïncidence entre moyens limités et configuration du milieu de combat à une conséquence : elle augmente la létalité des conflits urbains infra-étatiques. En réalité en effet, le rôle des armes légères dans les conflits infra-étatiques est majeur. Dans 101 conflits entre 1989 et 1996, les armes légères ont été les armes dont l'utilisation fut privilégiée, voire les seules armes du conflit³². Ils est vrai qu'elles ont des caractéristiques avantageuses :

Elles sont simples. A la différence de certaines armes qui contiennent de l'électronique ou qui exigent un approvisionnement en carburant, elles sont durables. Avec une maintenance minimale, elles peuvent être utilisées 30 ou 40 ans. Armes robustes, elle n'exigent pas une logistique trop importante, digne d'une armée étatique.

Elles peuvent être transportées directement par la troupe ou par des véhicules légers. Il est possible de les acheminer du producteur/vendeur jusqu'au conflit en les cachant parmi d'autres marchandises pour échapper aux contrôles douaniers et policiers.

Elles ont une capacité de nuisance très importante. L'augmentation des capacités et de la vitesse de tir de ces armes (jusqu'à 700 tirs à la minute) implique qu'un seul combattant peut représenter un danger redoutable.

Le grand nombre de ces armes en abaisse d'ailleurs d'autant la valeur marchande : un journaliste estimait ainsi qu'il y avait en 1994 au Rwanda une Kalachnikov par bicyclette et qu'une grenade coûtait moins cher qu'un kilo de sucre³³. En 1996, un fusil d'assaut pouvait être acheté 15 \$ en Angola ou au Mozambique³⁴. Il est généralement estimé qu'entre 55 et 72 millions de fusils d'assaut à tir rapide ont été fabriqués de par le monde depuis 1945, par 54

³² P.Wallensteen & M.Sollenberg, « Armed Conflicts, Conflict termination & Peace Agreements, 1989-1996 », *Journal of Peace research*, vol.34, n.°3.

³³ E.Glinne dans *La libre Belgique*, 30 mai 1994 et *The economist*, 14 octobre 1995, cités par B.Adam ; *op.cit.*, p.109.

³⁴ UNIDIR, *Small Arms Management and Peacekeeping in Southern Africa*, UNIDIR/96/2, 1996, p.9.

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

Etats -directement ou par licence³⁵. Et il apparaît que depuis le milieu des années 80, ce mouvement s'est probablement accéléré puisque le nombre de fabricants a progressé d'un quart (soit 300 sociétés dans 70 Etats)³⁶. Ce foisonnement d'entreprises révèle le souci d'indépendance de certains pays en matière de production d'armes et à coup sûr une réaction des producteurs face à l'augmentation de la demande.

Tout ceci a des conséquences sur les moyens de régler des différends politiques dans les pays affectés par un conflit infra-étatique. La densité des armes, leur dissémination, leur diffusion dans toutes les franges de la société « civile »³⁷ et le cas échéant la faible structuration hiérarchique des organisations politiques violentes augmentent probablement la fréquence de leur emploi. Les armes, l'armement d'une société induisent « l'impossibilité de régler les différends par la négociation, le déclenchement des conflits et le nombre considérable de victimes civiles »³⁸. Les victimes, en effet, sont largement civiles : une étude de la base de données chirurgicales du Comité international de la Croix rouge -démarrée en 1991- révèle que sur 17086 personnes admises pour blessure par balle à travers le monde par des équipes C.I.C.R., 35% étaient des femmes, des jeunes garçons de moins de 16 ans ou des hommes de plus de 50 ans³⁹. Une autre étude sur la seule guerre en Croatie indique une

³⁵ V.Hart Ezell, *Report on International Small Arms Production and Proliferation*, Institute for research on Small Arms in International Security, Alexandria VA, mars 1995, p.9.

³⁶ S.Rana, *Report of the Panel of Governmental Experts on Small Arms*, United Nations Doc. A/52/298.

³⁷ S.Nolet du G.R.I.P. -Bruxelles a d'ailleurs bien montré la corrélation entre le nombre d'armes à feu et la fréquence des homicides et autres blessures par balles, et particulièrement le coût économique spécialement en terme de budget de la santé (-, *La détention d'armes par les civils*, Bruxelles, GRIP, 2000/1).

³⁸ B.Adam, « Les transferts d'armes vers les pays africains : quel contrôle ? », in GRIP, *Conflits en Afrique : Analyse des crises et pistes pour une prévention*, Bruxelles, éd. Complexe, 1997, p.108.

³⁹ D.R.Meddings, "Are most casualties non-combatants ?", *British Medical Journal*, vol.317, 31 octobre 1998, pp.1249-1250.

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005
proportion plus dramatique encore : les civils comptent pour 64% des 4 339 blessés par balle examinés⁴⁰.

De nombreux conflits infra-étatiques en zone urbaine pourraient justifier les propos ci-dessus. Deux exemples seront retenus ici pour des raisons circonstanciées et de fond : la bataille de Bissau en juin 1998 et la bataille de Brazzaville de juin à octobre 1997. Dans les deux cas, des éléments ethniques, culturels, sociaux et économiques (l'existence de matières premières précieuses) déterminent les stratégies d'acteurs typiques : Etats concurrencés par des organisations politiques violentes agrégés autour d'un *leader* charismatique, insertion dans un complexe de crise plus vaste mettant en jeu des Etats tiers, des firmes transnationales occidentales, voire des entreprises de sécurité privée.

Etude de cas : Bissau, juin 1998.

A l'image du complexe de crise du Liberia et de la Sierra Leone, le conflit de Guinée-Bissau a des origines multiples, historiques et sociales : au départ une mutinerie militaire ordinaire contre le gouvernement se développe en conflit beaucoup plus profond et intense parce qu'il incarne différents problèmes latents ou manifestes du pays : que l'armée mutinée ait été souvent composée de militaires ayant pris part à la lutte pour l'indépendance contre le Portugal place ce conflit dans une perspective historique longue. Ensuite, assez classiquement dans les pays d'Afrique, en particulier du rivage atlantique, la distinction de la société entre les élites métissées de la côte, ayant collaboré avec les colonisateurs puis les ayant remplacé, et les populations de l'intérieur du pays – ici *balante* – est très prégnante.

Dans les faits, la crise sécessionniste de la Casamance contre l'Etat sénégalais s'est propagé aux Etats limitrophes. La Guinée-Bissau a en effet servi de base de repli aux

⁴⁰ M.Kuzman, B.Tomic, R.Stevanovic et al., "Fatalities in the War in Croatia, 1991 and 1992 : Underlying and external Causes of death", *Jama*, 1993, n.°270, pp.626-628.

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

Casamançais durant les années 80, en raison de la proximité géographique, mais aussi de l'implantation de part et d'autre de la frontière de l'ethnie diola. Il apparaît que des militaires bissau-guinéens proches du pouvoir étaient même responsables de différents trafics d'armes et de cannabis avec les Casamançais. La remise en cause de ces trafics, des luttes politiques internes au pays et une contestation de plus en plus forte du régime du Président Vieira produisirent une crise violente (plus de 1 000 morts, 250 000 personnes déplacées). Un élément politico-économique substantiel s'y ajouta : les conséquences de l'adhésion de la Guinée-Bissau à la zone franc et d'ailleurs une prise en compte accrue des intérêts régionaux de la France⁴¹. Du 6 au 7 juin 1998, la majeure partie de l'armée bissau-guinéenne soutint l'ancien chef d'état-major, le général Ansumane Mane, qui avait été destitué deux jours plus tôt et qui utilisa à son profit les aspirations des jeunes officiers à profiter à leur tour de la rente nationale. L'ampleur généralisée de la mutinerie entraîna l'intervention des armées sénégalaise (opération Gabou) (1 300 hommes) et guinéenne (400 hommes) et dont les objectifs étaient de sécuriser une fois pour toute la frontière, de désorganiser la guérilla casamançaise et de maintenir au pouvoir le Président Vieira⁴². Le nombre des mutins (la quasi-totalité des 6 500 hommes de l'armée nationale) et leur soutien par la population civile choqué par les liens entre Vieira et l'armée sénégalaise intensifia la violence du conflit qui se transforma en combat urbain pour le contrôle de la capitale –Bissau, et le camp de Bra, la

⁴¹ Les éléments « francophiles » de la diplomatie du Président Vieira furent en particulier défavorablement ressentis par des officiers et des vétérans civils souvent vétérans de la guerre d'indépendance contre le Portugal. La destruction du champ de mines frontaliers en février 1998 fut ressentie par de nombreux Bissau-guinéens comme une humiliation (Reuter, « Guinea-Bissau : Landmines Destroyed to Make Amends for Gunrunning to Senegal Rebels », 8 février 1998).

⁴² L'objectif tactique de cette force d'intervention (Forex) était le contrôle de l'itinéraire logistique jusqu'à la capitale. Elle entendait « créer une tête de front autour de la plate-forme portuaire pour assurer le mouvement du port de Bissau vers le continent. Après la consolidation, il fallait contrôler les approches de la ville et conquérir les objectifs dans l'axe port, Bra (qui révèle une importante base et qui est le Quartier général des mutins, située à 7,5 Km de Bissau-centre. Et enfin, passer à la prise de l'aéroport » (interview du col.A.Fall, *Le Soleil en ligne*, <http://primature.sn/lesoleil/archi4/report.htm>, téléchargé le 17 avril 2001.

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

principale base militaire et plus gros arsenal du pays, tombé aux mains des mutins. Au-delà de l'utilisation des armes à feu individuelles, les belligérants utilisèrent des armes plus lourdes – canons de 81, 90, 105, 120 mm, blindés légers, y compris du côté des mutins qui n'étaient pas supposés avoir ce type de matériel (La livraison d'une cargaison d'armes par un mystérieux *Antonov* et des mercenaires anglophones furent d'ailleurs parfois invoqués)..

Etude de cas : La guerre de Brazzaville, juin-octobre 1997.

La guerre qui a frappé le Congo-Brazzaville est idéal-typique d'un conflit infra-étatique dans un pays à ressources utiles (en l'occurrence pétrolière) : les belligérants ont pu utiliser des armes lourdes en raison des fonds dont ils disposaient et du soutien de firmes transnationales, en particulier françaises. Ce conflit a détruit la capitale Brazzaville et s'est déroulé presque entièrement dans cette ville, ce qui souligne largement l'importance socio-économique, symbolique et opérationnelle d'une ville capitale. Il a fait plusieurs milliers de morts⁴³ et occasionné le déplacement forcé d'une populations estimée à 620 000 personnes⁴⁴ par le ministère de la santé publique congolais.

Mais réduire ce conflit à cette seule analyse économique serait appauvrissant. Il a au contraire des causes historiques, culturelles et régionalo-ethniques qui en a fait « une compétition politique fondée sur la revendication brutale de territoires urbains qui se traduit par des violences de caractère ethnique »⁴⁵. Brazzaville est d'abord une capitale politique de moins d'un million d'habitants. Déjà en 1959, des massacres inter-ethniques avaient eu lieu opposant « nordistes » et « sudistes » du pays spatialement implantés de la même façon dans

⁴³ www.ips.org/critical/watch/con1.htm

⁴⁴ 800 000 selon le *Country Report on Human right practices*, US Department of States, 25 fév. 2000.

⁴⁵ E.Dorier-Apprill, « Guerres des milices et fragmentation urbaine à Brazzaville », *Hérodote*, n.°87-88, 3^e et 4^e trimestre 1997.

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

la ville. Depuis le début des années 90, cette ville a été à trois reprises le lieu de violents combats de milices locales liées aux partis politiques principaux du pays. En 1993-1994, Brazzaville avait été structurée politiquement par les combats : les quartiers populaires périphériques seuls ayant été touchés quand le centre-ville restait calme.



L'origine conjoncturelle du conflit remonte au processus de passation du pouvoir congolais et dans l'attitude anti-démocratique de certains dirigeants⁴⁶. Un des premiers indices de la crise fut l'opposition de l'armée à la nomination par le gouvernement élu d'officiers supérieurs non-sassouïstes et du sud. En janvier 1992, l'armée investit la radio, la télévision et les axes de Brazzaville et fit céder le gouvernement démocratique. Le second indice fut le changement d'alliance politique qui entraîna des affrontement dans les rues de Brazzaville en octobre 1992 entre les partisans de Lissouba d'un côté et ceux, alliés, de Kolélas et de Sassou N'Guesso. Le troisième indice fut beaucoup plus sanglant que les deux premiers : malgré des irrégularités électorales et un recours en contentieux constitutionnel, une nouvelle assemblée nationale et un nouveau gouvernement sont mis en place en juin 1993. Dans le prolongement direct de ces événements, le président Lissouba révoqua le chef d'Etat-major général des forces armées congolaises qui avait été nommé par Sassou-N'Guesso. Ce développement de la crise fut aussi caractérisé par la formation de « milices » de combat par les parties au conflit. Y. Koula fait remarquer l'ambiguïté de ce mot qui, au sens propre, désigne une troupe levée parmi la société civile pour renforcer l'armée régulière. Or, traditionnellement, de telles « milices » existaient au Congo, mais elles étaient au service du pouvoir, avaient pour origine la déliquescence de l'institution militaire (parfait symbole

⁴⁶ Pascal Lissouba, premier docteur ès sciences congolais, de l'ethnie minoritaire N'zabi il fut aussi le premier Président élu au suffrage universel direct. De 1965 à 1966, il est premier ministre. En 1977, à la suite d'une répression qui suit l'assassinat inexpliqué du président Ngouabi, il est condamné à mort, puis aux travaux forcés à perpétuité. En exil à Paris, il est professeur de génétique à l'université Paris XII et exerce différentes fonctions à l'UNESCO. En août 1992, il est élu chef de l'état congolais. Son parti est le premier du Congo – l'Union panafricaine pour la démocratie sociale. Bernard Kolélas, maire de Brazzaville à partir de 1995, d'ethnie Larie, voire téké. Il est entré en politique dans les années 50. Son parti est le mouvement congolais pour le développement et la démocratie intégrale. Denis Sassou-N'Guesso, ancien président de la république de 1979 à 1992, d'ethnie M'bochi, son parti est le Parti congolais du travail. Il a dirigé le Congo pendant plus de 20 ans et a contribué au renversement de tous les chefs d'Etat congolais depuis 1960. En août 1992, il est battu au premier tour de l'élection présidentielle par B.Kolélas et P.Lissouba.

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

d'échec de l'opposition ethnique congolaise nord-sud, incapable d'assurer une fonction collective nationale) et pour fonction de pérenniser les autorités au pouvoir, y compris par des moyens violents et illégaux⁴⁷. La formation de ces « milices » par les adversaires politiques de la période démocratique n'étaient à cet égard que la poursuite d'une pratique instrumentale ancienne de la violence, influencée par des critères ethniques permanents. Ces armées privées (les *Ninjas* de Kolélas, les *Cobras* de Sassou-Nguesso, les *Zoulous* de Lissouba, les *Requins*, les *Faucons*), etc., assistées de mercenaires occidentaux, avaient d'ailleurs des modes d'organisation et de financement divers. Les milices zoulous semblaient plutôt auto-organisées et assez indisciplinées quand les Cobras bénéficiaient d'armes, de subsides réguliers fournis par Sassou N'Guesso grâce au pillage des casernes, aux armes et à l'argent pris par les sassouïstes à l'occasion de leur départ du pouvoir en août 1992 et des soutiens de firmes transnationales⁴⁸.

En juin 1997, six blindés légers accompagnent des policiers et prennent position autour de la villa de Sassou N'Guesso avec pour objectif de faire exécuter un mandat d'amener à l'encontre de deux haut responsables sassouïstes. Aussitôt le premier coup de feu tiré, l'ensemble des quartiers nord de Brazzaville plonge dans la violence. Les Cobras, armés de fusils d'assaut, progressent en direction du centre-ville et du quartier de la gare centrale, vers les institutions de l'Etat et vers l'aéroport. Ils mettent en place des barricades dans les quartiers qu'ils contrôlent (Mpila et ses casernes de régiment blindé, de marine et de génie, Poto-Poto, etc.). L'armée nationale congolaise ne réussit qu'à freiner la progression des Cobras et l'empêche de prendre la radio nationale et l'aéroport. Le gouvernement décide de faire appel à des troupes stationnées hors de Brazzaville et acheminées par des avions Antonov 24 loués. Lissouba bombarde alors les quartiers nord de Brazzaville et met en action

⁴⁷ Y.Koula, *La démocratie congolaise « brûlée » au pétrole*, Paris, L'Harmattan, 2000, p.28.

⁴⁸ R.Bazenguissa-Ganga, *Les études du CERI*, avril 1996, déclare : « Certaines versions affirment d'ailleurs que cet armement est détourné des dépôts de l'armée tandis que d'autres versions parlent de relations entre Sassou et la compagnie pétrolière Elf » (p.13).

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

pour cela des lance-roquettes BM-21⁴⁹.. Les 6 et 7 juin 1997, la capitale est divisée en trois : le sud est tranquille (comme le reste du pays d'ailleurs), le centre-ville est contrôlé par l'armée régulière qui obéit au président Lissouba, le nord est tenu par les Sassouistes. Ces derniers commencent à utiliser de l'armement lourd contre les symboles du pouvoir (chars T-55, lance-roquettes, mortiers). L'armée régulière réplique. Dans certaines parties de Brazzaville, des barrages se mettent en place pour racketter les populations civiles et les étrangers. Certains Brazzavillois en profitent d'ailleurs pour piller à leur tour plusieurs magasins. Pendant que des pourparlers s'organisent et que des médiations internationales (gabonaises, françaises) se mettent en place, les combats à l'arme lourde se poursuivent. Des tirs d'artillerie frappent le 9 les quartiers sud où le gouvernement s'est replié. La prise d'un émetteur TV par les Cobras entraîne la mise en place d'une chaîne de télévision par les sassouistes.

De son côté, la France réagit en intervenant militairement pour évacuer les ressortissants étrangers et envoie 1250 soldats dont la première mission est de sécuriser l'aéroport. Ils repartiront le 20 juin, quelques heures avant la date officiellement prévue, mission accomplie, et semble-t-il en laissant des armes dont les Cobras s'emparent malgré l'opposition des envoyés spéciaux de l'O.N.U. et de l'O.U.A. Le 25 juin, les combats reprennent en intensité, spécialement autour de l'aéroport. Au cours de ce même mois, pour réduire la supériorité en matériel des Cobras, Lissouba achète quatre hélicoptères de combat soviétiques à une société sud-africaine. Le 24 juin, 3 000 soldats de l'UNITA angolaise rejoignent la milice de Lissouba ; un Iliouchine 76 atterrit à Pointe-Noire avec des mercenaires ukrainiens et les hélicoptères. Des techniciens tentent de remettre en ordre de

⁴⁹ J.Baudouin, « Congo-Brazzaville : Retour sur une guerre qui aurait pu être évitée », *Géopolitique africaine*, n.°1, 2000/2001, p.157. Le BM-21 est un lance-roquettes multiples russe formé de 40 tubes de lancement monté sur camion. L'équipage (5 personnes) peut commander les tirs de la cabine de pilotage, ce qui favorise une utilisation urbaine. Les fusées lancées ont une portée maximale de 20 kilomètres environ et une nouvelle salve peut être effectuée entre 8 et 10 minutes.

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS, septembre 2005

marche deux Mig 21 immobilisés. Des obus sont tirés sur le fief de Kolélas – Baongo et Makélékélé, ainsi que sur le centre universitaire hospitalier. Stratégie patrimonialiste, le gouvernement a payé les fonctionnaires des zones pacifiques ou restés fidèles et centralise les paiements à partir de Baongo et de Makélékélé. Les Cobras visent dès lors les banques puis décrètent un cessez-le-feu unilatéral probablement le temps d'attendre un approvisionnement en munitions et matériels⁵⁰.

La ligne de front bouge vers la mi-août et les forces gouvernementales entrent dans les quartiers nord de Brazzaville (Moungali, Ouenzé).

Fin août, les hélicoptères, pilotés par des Européens - attaquent les positions des miliciens Cobras et sur les populations civiles du nord de Brazzaville, en particulier les quartiers de M'Pila et de Poto-Poto, au moment de nouveaux pourparlers de paix. Il apparaît que les Cobras lâchent peu à peu la capitale pour agir militairement dans le reste du pays : ils tentent en particulier de s'infiltrer dans la ville de Pointe-Noire, puis début septembre attaquent notamment à l'arme lourde la ville d'Owando à 600 kilomètres au nord de Brazzaville utile comme base logistique à la réception de l'aide angolaise et gabonaise. Sassou-N'Gusso tente de mettre en une administration sur le territoire qu'il contrôle, entrant par là dans une logique de partition du pays.

L'agonie du régime devient manifeste quand les forces de l'opposition progressent peu à peu vers le palais présidentiel, malgré les tirs des hélicoptères. Début octobre 1997, elles sont pratiquement maîtresses de Brazzaville. Le 7 octobre en effet, les Cobras soutenus par des soldats anglais et tchadiens et pourvus désormais d'un armement plus sophistiqué (en particulier des avions) ont lancé une offensive sur l'Ouest et le centre-ville de Brazzaville. Le

⁵⁰ Le conseiller militaire de Sassou-N'Gusso affirma ainsi : « Nous nous sommes aperçus que nous n'avons plus que 700 cartouches. Tout le monde s'est mis à avoir des sueurs froides. Nous avons réfléchi. Le général Sassou-N'Gusso a alors décrété un cessez-le-feu unilatéral » (*Le Figaro*, 21 octobre 1997). Il faut noter que par la suite ce conseiller militaire est allé lui-même réceptionner du matériel de guerre dans une région contrôlée par les sassouïstes.

Jean-Luc Marret, jl.marret@frstrategie.org, Villes et conflits infra-étatiques, FRS,
septembre 2005
15 octobre 1997, à Pointe-Noire, des soldats angolais et des Cobras envahissent la ville par
voie terrestre et maritime.